

## Parlement Autrichien, Parlamentskorrespondenz Nr. 497: "La XXXVème COSAC a entamé ses délibérations au Parlement. Wolfgang Schüssel informe les parlementaires des priorités de l'Autriche concernant l'Union", 22 mai 2006

(voir la « Parlamentskorrespondenz » no. 497 en date du 22 mai 2006)

### La XXXVème COSAC a entamé ses délibérations au Parlement Wolfgang Schüssel informe les parlementaires des priorités de l'Autriche concernant l'Union

Vienne (PK) - Le programme actuel de la Présidence autrichienne de l'UE, le développement futur de l'Union européenne, l'association plus étroite des parlements nationaux à la législation au niveau européen et les rapports de l'Union avec les Balkans occidentaux, tels sont les points essentiels au programme d'une conférence de deux jours des commissions Europe des parlements nationaux et du Parlement européen, qui a été inaugurée aujourd'hui, au Parlement autrichien, par le président de la sous-commission Europe du Conseil National (Nationalrat), Werner Fasslabend. Ainsi que celui-ci l'avait déjà souligné précédemment, l'un des objectifs de la XXXVème COSAC est, après la Conférence sur la subsidiarité de St. Pölten, d'entreprendre désormais des démarches concrètes pour mieux associer les parlements nationaux à la législation de l'Union européenne et de faire passer les résultats obtenus à St. Pölten dans une phase de réalisation.

En ouverture à la COSAC, M. Fasslabend, qui co-présidait la conférence avec Gottfried Kneifel, le président de la Commission Europe du Conseil Fédéral (Bundesrat), a rappelé qu'une fois déjà, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, onze nations avaient siégé et mené des négociations dans l'hémicycle historique du Parlement. Ainsi qu'il l'a fait remarquer, l'on avait déjà pu se rendre compte à St. Pölten que les parlements nationaux portaient un vif intérêt à la question de l'avenir de l'Europe et à la question de l'identité : « Où l'Europe commence-t-elle, où finit-elle? ».

Dans sa déclaration inaugurale, Gottfried Kneifel a indiqué que non seulement les acteurs au niveau européen mais aussi les parlements nationaux jouaient un rôle particulier dans l'actuelle phase de réflexion sur l'avenir de l'Union européenne. Pour lui, les députés nationaux sont des médiateurs et des conciliateurs indispensables entre les préoccupations et les attentes de la population, d'une part, et les activités des représentants politiques au niveau européen global, d'autre part.

L'Europe, a insisté M. Kneifel, a besoin de la confiance et de la coopération des citoyens européens et de l'engagement au niveau national et régional. La question qui

se pose est celle de savoir ce que l'Europe apporte aux citoyens et ce qu'ils attendent d'elle. Ainsi, lors d'un sondage d'opinions, la population a indiqué comme éléments essentiels de l'Europe: l'obtention d'un niveau de vie comparable dans tous les Etats de l'Union, l'adoption de l'euro dans l'ensemble de l'UE et une constitution commune.

M. Kneifel considère le principe de subsidiarité comme la clé d'une plus grande proximité du citoyen et d'une meilleure acceptation de l'Union européenne par les citoyennes et les citoyens. Le processus décisionnel doit être communiqué à un niveau aussi proche que possible de la population, a-t-il déclaré. Celle-ci se montre peu compréhensive à l'égard des réglementations communautaires uniformes « sans plus-value visible » estime-t-il. Le principe de subsidiarité est déjà inscrit dans le Traité d'Amsterdam a rappelé M. Kneifel; maintenant que l'on connaît le diagnostic et la thérapeutique, il importe d'agir.

Dans un premier temps, les parlementaires ont consacré leurs travaux au programme de la présidence européenne de l'UE. Dans sa conférence d'introduction intitulée « L'Europe – perspectives et pragmatisme », le Chancelier autrichien Wolfgang Schüssel a indiqué que l'année 2005 avait été une année très difficile pour l'Union. Le projet constitutionnel aurait presque échoué en se heurtant à deux référenda négatifs, devait-il rappeler, et en même temps les Etats de l'Union s'étaient « complètement fâchés » au sujet du budget pour la période de 2007 à 2013. On observe par ailleurs de graves perturbations de la confiance des institutions communautaires entre elles et, en même temps, la confiance des citoyens dans l'Union est fortement ébranlée. Aussi Wolfgang Schüssel considère-t-il que l'une des tâches cruciales à l'heure actuelle est d'« assurer la cohésion l'Europe ».

L'intention de l'Autriche est de « prendre avec nous » tous les pays européens, a déclaré Wolfgang Schüssel qui n'attend pas grand chose d'idées telles qu'elles ont été exprimées par exemple par la formule de « noyau dur de l'Europe ». Par ailleurs, l'Autriche s'efforce d'apporter plus d'animation dans le débat européen.

Entre autres succès obtenus par l'Autriche, Wolfgang Schüssel cite l'accord sur le budget de l'Union. Il a indiqué que le budget de la recherche avait été augmenté, le budget pour les réseaux transeuropéens plus que doublé et que l'échange d'étudiants bénéficierait d'une nouvelle impulsion. On disposera également de montants plus importants pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour la collaboration dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. C'est aussi l'Autriche qui a « mis sur les rails » la directive services.

A propos du principe de subsidiarité, Wolfgang Schüssel a déclaré qu'il se félicitait que le président de la Commission, Jose Manuel Barroso, ait accepté d'associer plus étroitement à l'avenir, sous forme d'engagement que s'impose la Commission européenne, les parlements nationaux aux projets de l'Union et de justifier pour tout acte législatif projeté pourquoi il était préférable de résoudre ce problème au niveau européen. Les citoyens ont l'impression que dans l'Union tout glisse « comme sur un plan incliné » en direction de la centralisation, a-t-il fait remarquer et le principe de subsidiarité est une bonne réponse à cette préoccupation.

Concernant l'élargissement de l'Europe, Wolfgang Schüssel a rappelé qu'il était un « fervent défenseur » de l'adhésion déjà accomplie de dix nouveaux pays et de la prochaine adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Mais il voit aussi que certains se sont trouvés dépassés par la rapidité de l'élargissement. Par ailleurs l'Union doit veiller à conserver sa capacité d'action. Dans cet esprit, Wolfgang Schüssel a affirmé souhaiter pour l'avenir des procédures d'admission objectivées.

Les autres grands thèmes de la présidence autrichienne du Conseil sont, ainsi que l'a indiqué le chancelier autrichien, la stratégie de l'énergie, une stratégie de durabilité et les Balkans occidentaux. Le processus de réflexion sur l'avenir de l'Europe et sur le Traité constitutionnel sera poursuivi, a déclaré Wolfgang Schüssel, sous une forme concrétisée, avec un calendrier précis. Une décision pourrait ainsi être prise en 2007, a précisé le chancelier.

#### Le débat

La discussion qui a suivi a été ouverte par Herman De Croo (Belgique) qui a lancé un appel en vue de renforcer la collaboration parlementaire au niveau européen afin de surmonter les antagonismes qui continuent à subsister entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Frans Timmermans (Pays-Bas) a rappelé qu'il convenait de ne pas négliger l'eupérisation des débats nationaux si l'on voulait que l'Europe recueille la confiance souhaitée. Ludek Sefzig (République tchèque) souhaiterait une reparablementarisation des décisions européennes et déplorait, comme Lord Grenfell (Grande-Bretagne) un manque de transparence.

Abordant la question de la Constitution, Kurt Bodewig (Allemagne) a appelé à poursuivre le dialogue avec les citoyens et à se garder de tout énervement. Il faut bien faire comprendre que le Traité constitutionnel contient une augmentation des droits fondamentaux et des droits de participation de l'individu, a-t-il rappelé. Les déclarations de Christian Philip (France) allaient dans le même sens; il exige de l'Europe des signaux concrets pour prouver aux citoyens que l'Union leur apporte plus. M. Philip songe par exemple à des projets d'infrastructure. Armando Franca (Portugal) était également d'avis qu'il fallait faire comprendre aux gens, grâce à une meilleure communication, que l'Europe était un succès pour eux. Anton Kokalj (Slovénie) estimait pour sa part que l'on pouvait renforcer la confiance des citoyens en accordant plus d'importance à la coopération culturelle.

La question de l'élargissement a été abordée entre autres par Neven Mimica (Croatie) qui a dit souhaiter des solutions pragmatiques pour poursuivre le processus. Andrzej Galazewski (Pologne) a insisté sur la nécessité de définir des critères d'adhésion concrets pour les futurs membres, Elisabeth Arnold (Danemark) a fait remarquer que de nouveaux membres étaient les bienvenus lorsqu'ils respectaient le principe de l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme. Dans ce cas, estime-t-elle, la culture et la religion joueraient un rôle secondaire.

Le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel estime d'une façon générale qu'il faut consacrer plus de temps à l'Europe dans les débats nationaux. Pour ce qui est du Traité constitutionnel, il a indiqué que celui-ci apportait une profusion de droits individuels supplémentaires aux citoyens et des droits d'intervention aux parlements nationaux. Selon lui, il est donc incompréhensible que ce traité soit présenté au public

comme une « drogue douce » dans une Europe centraliste, dont les commandes se trouvent à Bruxelles. Le projet existant est en tous cas bien meilleur que tout ce que l'on a eu jusqu'ici et il faut bien se garder de le sacrifier à la légère.

Pour Wolfgang Schüssel, l'Europe des projets, ainsi qu'elle a été propagée par le ministre français des affaires étrangères Michel Barnier, n'est pas en opposition avec le projet de Constitution. Il faut bien plutôt la considérer comme une aide, un « chausse-pied », pour faire voir, en remontant depuis la base, que ces projets fonctionnent dans l'intérêt des citoyens et qu'un traité constitutionnel représente le meilleur moyen de les réaliser. Wolfgang Schüssel a par ailleurs mis en garde contre une délégation de pouvoirs de l'Union à la Commission et au Parlement européen. Il importe que l'Europe soit un projet commun de toutes les institutions, la tâche des hommes politiques et des gouvernements étant d'être prêts chaque jour à justifier ce projet devant les citoyens. Le chancelier regrettait à cet égard que, dans tous les pays, la vision européenne soit menacée d'une certaine étroitesse de vue provincialiste et a invité à combattre ensemble cette tendance.

Au cours du débat sur la constitution, Wolfgang Schüssel s'est par ailleurs déclaré contre le choix d'une date concrète pour la décision définitive et a souligné que l'Europe devait prendre le temps nécessaire, sans s'énerver.

REMARQUE : Vous trouverez les photos de cet évènement – avec un léger décalage de temps – sur le site du Parlement sous Fotoalbum: [www.parlament.gv.at](http://www.parlament.gv.at)